



## CONVENTION DE DISSOLUTION DU PÔLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL MARENNES OLÉRON

Le 06 / 02 / 2026

ENTRE :

La Communauté de communes de l'Île d'Oléron (CCIO), établissement public de coopération intercommunale, dûment habilitée par délibération de son conseil communautaire,

ET

La Communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM), établissement public de coopération intercommunale, dûment habilitée par délibération de son conseil communautaire,

Ci-après dénommées « les EPCI membres »,

D'UNE PART,

ET

Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron (PETR Marennes Oléron), syndicat mixte fermé régi par les dispositions des articles L.5741-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

D'AUTRE PART,

## PREAMBULE

### Création du PETR :

Le Pays Marennnes Oléron a été créé au 1er janvier 2006 sous la forme d'un syndicat mixte fermé associant la Communauté de communes de l'Île d'Oléron et la Communauté de communes du Bassin de Marennnes, afin de porter des missions de structuration territoriale à l'échelle du bassin Marennnes Oléron.

Par arrêté préfectoral en date du 1er janvier 2015, le Pays Marennnes Oléron a été transformé en Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR), conformément aux dispositions de la loi MAPTAM.

### Périmètre du PETR :

Le périmètre du PETR Marennnes Oléron correspond à celui des deux établissements publics de coopération intercommunale qui en sont membres, à savoir :

- la Communauté de communes de l'Île d'Oléron ;
- la Communauté de communes du Bassin de Marennnes.

Ce périmètre recouvre l'ensemble du territoire Marennnes Oléron et constitue l'assise géographique des actions portées par le PETR depuis sa création.

### L'organisation des missions du PETR :

Le PETR Marennnes Oléron, en tant que syndicat mixte fermé, n'avait pas vocation à gérer directement des services publics, mais à élaborer, coordonner et mettre en œuvre un projet de territoire partagé.

Ses missions portent sur :

- l'élaboration, la révision et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- le déploiement et la gestion d'un Système d'Information Territorial (SIT) mutualisé ;
- le portage et l'animation de programmes européens territoriaux.

À compter de 2019, un protocole d'accord a acté un recentrage progressif des missions du PETR, se traduisant par le transfert de certaines compétences et de personnels vers les communautés de communes membres, et par une réduction de son champ d'intervention.

### Fin des compétences et dissolution du PETR :

La révision du SCOT, engagée dès 2013, s'est achevée en 2024. Par ailleurs, l'évolution des stratégies territoriales respectives des deux EPCI membres, conjuguée aux observations formulées par la Chambre régionale des comptes dans son rapport de 2021, a conduit les parties à s'interroger sur la pertinence du maintien du PETR sous sa forme actuelle.

À l'issue de cette réflexion, les exécutifs des deux communautés de communes ont décidé :

- de mettre fin aux compétences exercées par le PETR Marennnes Oléron ;
- de prononcer la dissolution du PETR au 31 décembre 2026 minuit ;
- de créer, à compter du 1er janvier 2027 (00h00), un syndicat mixte fermé destiné à assurer le portage du SCOT et du Système d'Information Territorial.

Le 12 décembre 2025, par délibération n°2025(03)-21, le PETR Marennes Oléron a délibéré sur la fin de ses compétences au 31 décembre 2026 et a demandé au collectivité membres de prendre les délibérations concordantes.

Les deux Communautés de communes membres du PETR ont par la suite délibéré sur la dissolution de celui-ci comme suit :

- **Délibération XXXXX du XX décembre 2025** du conseil communautaire de la Communauté de communes de l'Île d'Oléron, approuvant la fin de compétences au 31 décembre 2026 et la dissolution du PETR Marennes Oléron ;
- **Délibération XXXXX du XX décembre 2025** du conseil communautaire de la Communauté de communes du Bassin de Marennes, approuvant la fin de compétences au 31 décembre 2026 et la dissolution du PETR Marennes Oléron.

La présente convention a pour objet de définir les modalités juridiques, financières, patrimoniales et humaines de cette dissolution, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

# CHAPITRE 1 PRINCIPES GENERAUX

## Article 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention organise les modalités de dissolution du PETR Marennes Oléron, et précise notamment :

- la date et les conditions de cessation de ses compétences ;
- la répartition de l'actif, du passif et des résultats ;
- la dévolution du patrimoine ;
- le sort des contrats et engagements en cours ;
- les modalités de reprise ou de gestion des situations individuelles des agents.

## Article 2 DATE D'EFFET DE LA DISSOLUTION

La dissolution du PETR Marennes Oléron interviendra au 31 décembre 2026 (minuit), sous réserve de l'intervention de l'arrêté préfectoral prononçant ladite dissolution.

Les effets juridiques, comptables et administratifs de la dissolution sont appréciés à cette date.

## Article 3 PRINCIPE DE REPARTITION DES ACTIFS ET DES PASSIFS DU SIARH

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (notamment les articles aux articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26), les EPCI membres conviennent de procéder à une répartition de l'actif, du passif et des résultats du PETR selon des clés de répartition fondées sur l'équité, tenant compte :

- des contributions historiques des membres ;
- des compétences reprises par chacun ;
- de la localisation et de l'usage des biens.

## Article 4 DEFINITION DE CLES DE REPARTITION

La répartition de l'actif, du passif, des résultats et de la trésorerie du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron est effectuée selon les principes suivants.

### Article 4.1 Clé de répartition de référence

À défaut d'affectation directe à une compétence identifiée, les éléments d'actif et de passif sont répartis entre les établissements publics de coopération intercommunale membres selon la clé de répartition suivante :

- Communauté de communes de l'Île d'Oléron : deux tiers (2/3) ;
- Communauté de communes du Bassin de Marennes : un tiers (1/3).

## **Article 4.2 Affectation prioritaire par compétence**

Par dérogation à la clé de répartition de référence, les éléments d'actif et de passif directement rattachables à une compétence exercée par le PETR sont affectés prioritairement à l'établissement public de coopération intercommunale appelé à reprendre ou à assurer le portage transitoire de ladite compétence.

Cette affectation concerne notamment :

- les biens immobiliers et mobiliers ;
- les immobilisations incorporelles ;
- les contrats, engagements et restes à réaliser directement liés à la compétence concernée.

## **Article 4.3 Ajustements et annexe financière**

Les ajustements résultants :

- de l'affectation directe de certains biens ou engagements,
- de la clôture définitive des comptes du PETR,
- et de l'appréciation de l'équilibre patrimonial global de la dissolution,

sont formalisés dans une annexe financière arrêtée après l'approbation du compte administratif de liquidation et adoptée par avenant à la présente convention.

Cette annexe financière précise les montants définitifs transférés à chaque établissement public de coopération intercommunale, sans incidence sur les écritures comptables de liquidation, lesquelles sont réalisées conformément aux règles de la comptabilité publique.

## **Article 5 MODALITÉ DU TRANSFERT DE L'ACTIF**

### **Article 5.1 Principes applicables à l'actif**

L'actif du PETR comprend notamment :

- les immobilisations corporelles et incorporelles ;
- les biens meubles et immeubles ;
- les équipements, matériels, logiciels, licences et bases de données ;
- les créances et disponibilités.

Les biens mis à disposition du PETR par ses membres lui sont restitués conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales. Les biens acquis ou réalisés par le PETR sont répartis entre les EPCI membres ou, le cas échéant, transférés à l'EPCI reprenant la compétence correspondante.

### **Article 5.2 Inventaire et valorisation**

Un inventaire exhaustif de l'actif est établi préalablement à la dissolution, conjointement par les services du PETR et le comptable public.

Cet inventaire précise, pour chaque bien :

- sa nature juridique ;
- sa valeur nette comptable à la date de clôture ;

- son affectation fonctionnelle.

La valorisation retenue est celle issue des écritures comptables arrêtées au compte administratif de l'exercice 2026.

Cet inventaire sera annexé à la présente convention, en Annexe 2, par voie d'avenant, dès son établissement définitif.

### **Article 5.3 Affectation des biens**

Les biens sont affectés prioritairement à l'EPCI ou à la structure appelée à exercer la compétence à laquelle ils sont attachés.

À défaut, ils sont répartis entre les EPCI membres selon la clé définie à l'Article 4.

## **Article 6 MODALITÉ DU TRANSFERT DU PASSIF**

### **Article 6.1 Composition du passif**

Le passif du PETR comprend notamment :

- les dettes financières et non financières ;
- les restes à réaliser ;
- les engagements contractuels non soldés à la date de dissolution.

### **Article 6.2 Principe de reprise du passif**

Le passif est repris par les EPCI membres selon la clé définie à l'article 4, sauf lorsque l'engagement se rattache directement à une compétence, mission ou à un bien transféré à un EPCI ou à une structure déterminée.

Dans ce cas, la reprise du passif correspondant est opérée par l'entité repreneuse.

## **Article 7 AFFECTATION DU RÉSULTAT**

Le résultat de liquidation du PETR, excédentaire ou déficitaire, est apprécié au vu du compte administratif de l'exercice 2026, après apurement des restes à réaliser.

Le résultat est réparti entre les EPCI membres selon la clé définie à l'Article 4.

## **Article 8 AFFECTATION DE LA TRÉSORERIE**

La trésorerie disponible du PETR Marennes Oléron à la date de dissolution est répartie entre les établissements publics de coopération intercommunale membres conformément aux principes définis à l'Article 4 de la présente convention.

Les opérations de transfert de trésorerie sont réalisées par le comptable public.

## **Article 9 MODALITÉS COMPTABLES ET CONTRÔLE**

L'ensemble des opérations de liquidation, de transfert de l'actif, de reprise du passif, d'affectation du résultat et de répartition de la trésorerie est réalisé sous le contrôle du comptable public.

Les écritures de sortie des actifs, de reprise des passifs et de ventilation des résultats sont effectuées conformément aux règles de la comptabilité publique.

Les parties conviennent que les montants définitifs résultant de ces opérations seront formalisés dans une annexe financière, annexée à la présente convention par voie d'avenant, après approbation du compte administratif de l'exercice 2026.



## CHAPITRE 2 PRESENTATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF DU PETR MARENNES OLERON

### Article 10 PRÉSENTATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF GLOBAL DU SYNDICAT AU 31/12/2024

Le PETR Marennes Oléron a exercé ses compétences dans le cadre d'un budget principal unique.

Le bilan comptable arrêté au 31 décembre 2024, tel qu'il ressort du compte de gestion et du compte administratif, présente un total de bilan équilibré à 690 390 €, se décomposant comme suit :

- Actif immobilisé : 285 614 €
- Actif circulant : 404 776 €
- Fonds propres : 623 700 €
- Dettes : 66 690 €

Le détail de ces éléments figure dans le tableau suivant :

Bilan PETR - total 2024			
Actif	Valeur nette (euros)	Passif	Valeur nette (euros)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>161 598,00</b>	Dotations	61 843,00
Terrains	0,00	Fonds globalisé	175 093,00
Constructions	118 522,00	Réserves	453 272,00
Réseaux et installations de voirie et de réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisation	-346 780,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau	-7 116,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisation affecté	0,00	Résultat de l'exercice	92 497,00
Autres immobilisations corporelles	5 494,00	Subventions transférables	10 376,00
<b>Total immobilisation corporelles</b>	<b>124 016,00</b>	Subventions non transférables	171 226,00
<b>Immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	13 289,00
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>285 614,00</b>	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>623 700,00</b>
Créances	194 727,00	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>0,00</b>
Valeurs mobilières de placement	0,00	<b>Dettes financières à long terme</b>	<b>58 095,00</b>
Disponibilités	210 049,00	Fournisseurs	8 595,00
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>404 776,00</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	<b>8 595,00</b>
<b>Comptes de régularisations</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>66 690,00</b>
		<b>Comptes de régularisation</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>690 390</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>690 390</b>

## CHAPITRE 3 REPARTITION DU BILAN ENTRE LES ENTITES LIQUIDATRICES

### Article 11 LA CLEF DE RÉPARTITION ENTRE LES ENTITÉS LIQUIDATRICES

En accord avec l'Article 4 de la présente convention, les clés de répartition retenues pour l'ensemble du bilan sont les suivantes :

Ligne du bilan	Valeur nette (€)	CCIO	CCBM
Immobilisations incorporelles	161 598	100%	0%
Terrains	0		
Constructions	118 522	100%	0%
Réseaux / voirie	0		
Immobilisations en cours	0		
Autres immobilisations corporelles	5 494	100%	0%
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>285 614</b>		
Créances	194 727		100%
Disponibilités	210 049	Trésorerie répartie en fonction de la répartition du passif et de l'actif immobilisé	
Autres actifs circulants	0		
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>404 776</b>		
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>690 390</b>		
Ligne du bilan	Valeur nette (€)	CCIO	CCBM
Dotations	61 843	2/3	1/3
Fonds globalisé	175 093	2/3	1/3
Réserves	453 272	2/3	1/3
Différences sur réalisation	-346 780	2/3	1/3
Report à nouveau	-7 116	2/3	1/3
Résultat de l'exercice	92 497	2/3	1/3
Subventions transférables	10 376	100%	0
Subventions non transférables	171 226	2/3	1/3
Droits de l'affectant	13 289	2/3	1/3
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>623 700</b>		
Dettes financières LT	58 095	0	100%
Fournisseurs	8 595	0	100%
Autres dettes CT	0	—	—
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>66 690</b>		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>690 390</b>		

### Article 12 RÉPARTITION DE L'ACTIF

L'actif du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron est réparti entre les établissements publics de coopération intercommunale membres conformément aux principes définis à l'Article 4 de la présente convention et aux clés de répartition figurant dans le tableau mentionné à l'Article 11.

Les immobilisations du PETR sont réparties selon les modalités suivantes :

- les immobilisations incorporelles ainsi que le mobilier et matériel administratif rattachables aux compétences Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et Système d'Information Territorial (SIT) sont transférés à la Communauté de communes de l'Île d'Oléron, laquelle assure le

portage transitoire de ces compétences dans la perspective de leur transfert ultérieur au syndicat mixte fermé créé à compter du 1er janvier 2027 ;

- les biens immobiliers inscrits à l'actif du PETR sont affectés en totalité à la Communauté de communes de l'Île d'Oléron, pour leur valeur nette comptable.

L'actif circulant est réparti selon les modalités suivantes :

- les créances inscrites à l'actif du PETR sont transférées à la Communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM), laquelle en assure la gestion, le recouvrement et la clôture, dans les conditions prévues à l'Article 16 de la présente convention ;
- les disponibilités inscrites à l'actif du PETR sont réparties entre les établissements publics de coopération intercommunale membres en tenant compte de la répartition du passif et de l'affectation des autres éléments de l'actif, de manière à garantir, pour chaque établissement public de coopération intercommunale, un bilan comptable équilibré à l'issue de la dissolution.

Les montants correspondants sont arrêtés lors de l'approbation du compte administratif de l'exercice 2026 et de la clôture comptable, puis formalisés dans l'annexe financière adoptée par avenant à la présente convention.

Les modalités de répartition de l'actif définies au présent article, et notamment celles relatives à l'affectation des immobilisations, des créances et des disponibilités, pourront être ajustées par avenant à la présente convention, afin de tenir compte des éléments définitivement arrêtés lors de l'approbation du compte administratif de liquidation de l'exercice 2026 et de la clôture comptable.

Ces ajustements ne pourront avoir pour effet de remettre en cause l'équilibre patrimonial global de la dissolution tel que défini par la présente convention.

## Article 13 RÉPARTITION DU PASSIF

Le passif du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron est repris par les établissements publics de coopération intercommunale membres conformément aux principes définis à l'Article 4 de la présente convention et aux clés de répartition figurant dans le tableau mentionné à l'Article 11.

Par dérogation à ce principe, les dettes financières et non financières correspondant à des avances remboursables accordées par la Région, consenties dans l'attente du versement de financements européens, sont reprises et portées par la Communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM).

À ce titre, la CCBM assure le portage administratif et financier de ces dettes ainsi que les opérations de remboursement correspondantes, lesquelles interviennent à mesure de l'encaissement des créances afférentes.

Les autres dettes financières et non financières, ne relevant pas des avances remboursables mentionnées à l'alinéa précédent et ne pouvant être directement rattachées à un bien identifié, sont réparties entre les établissements publics de coopération intercommunale membres selon la clé de répartition de référence, telle que définie à l'Article 4 et précisée à l'Article 11.

Les montants définitifs repris par chaque établissement public de coopération intercommunale sont arrêtés lors de l'approbation du compte administratif de liquidation de l'exercice 2026, après clôture comptable, et figurent dans l'annexe financière adoptée par avenant à la présente convention.

Les modalités de reprise et de répartition du passif définies au présent article pourront, le cas échéant, être précisées ou ajustées par avenant à la présente convention, afin de tenir compte des montants définitivement constatés lors de l'approbation du compte administratif de liquidation de l'exercice 2026 et de la clôture comptable.

Ces ajustements interviennent dans le respect des principes de répartition arrêtés par la présente convention et sans modification de l'équilibre comptable final entre les établissements publics de coopération intercommunale membres.

## CHAPITRE 4 PERSONNEL

### Article 14 TRANSFERT DE PERSONNEL

La dissolution du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron entraîne la suppression des emplois inscrits à son tableau des effectifs et la mise en œuvre des dispositions applicables en matière de transfert, de mise à disposition ou de cessation des fonctions des agents, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Si les dispositions du Code général des collectivités territoriales s'appliquent, il n'en demeure pas moins que le dialogue social avec les personnels du PETR a été privilégié, conformément aux orientations arrêtées dans la feuille de route relative à la dissolution du syndicat, et a permis de recueillir les souhaits exprimés par les agents concernés.

Préalablement à toute suppression d'emploi, l'avis du Comité social territorial compétent, placé auprès du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime, a été recueilli (**avis du 3 février 2026**), sur la base d'un rapport présenté par l'autorité territoriale, portant sur les conséquences de la dissolution du PETR sur les effectifs et les situations individuelles des agents.

La suppression des emplois au tableau des effectifs du PETR est motivée par la dissolution du syndicat et par la fin ou le transfert des compétences exercées, dans les conditions définies par la présente convention.

Dans ce cadre, et sous réserve des décisions individuelles à intervenir, les orientations suivantes ont été arrêtées :

- Les missions relatives au SCOT sont assurées par un (1) agent titulaire appelé à être transféré à la Communauté de communes du Bassin de Marennes et à être mis à disposition, le cas échéant, de la structure chargée ultérieurement du portage du SCOT.
- Les missions relatives au Système d'Information Territorial sont assurées par trois (3) agents, dont :
  - deux (2) agents titulaires ;
  - un (1) agent contractuel en contrat à durée déterminée.

Ces agents sont destinés à être transférés à la structure créée à compter du 1er janvier 2027 pour assurer la poursuite de la compétence SIT. Le contrat à durée déterminée arrivant à échéance avant cette date pourra faire l'objet d'un renouvellement afin d'assurer la continuité du service.

- Les missions relatives aux programmes européens territoriaux sont assurées par trois (3) agents contractuels (2,5 ETP), dont :
  - deux (2) agent en contrat à durée indéterminée ;
  - un (1) agent en contrat à durée déterminée.

Ces agents sont destinés à être transférés à Communauté d'Agglomération Royan Atlantique reprenant les programmes européens territoriaux, ou à voir leur contrat poursuivi ou adapté afin d'assurer la continuité de gestion jusqu'au transfert effectif des compétences.

- Les fonctions support et administratives du PETR sont assurées par un (1) agent titulaire, destiné à être transféré à la Communauté de communes de l'Île d'Oléron, afin d'y exercer des missions compatibles avec son cadre d'emplois et son expérience professionnelle.
- Les fonctions de direction sont exercées par un (1) agent contractuel (0,5 ETP) en contrat à durée indéterminée. En l'absence de poste correspondant à ses qualifications au sein des

établissements publics de coopération intercommunale membres ou des structures reprenant les compétences, et sous réserve de l'examen des possibilités de reclassement, une procédure de cessation des fonctions ou de licenciement pourra être engagée courant 2026, dans le respect des dispositions applicables et après consultation des instances compétentes.

En cas de licenciement d'agents contractuels, la Commission consultative paritaire compétente est saisie dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Les mesures individuelles résultant de la dissolution (transferts, mises à disposition, portabilité de contrats, renouvellements ou licenciements) sont mises en œuvre par les autorités territoriales compétentes, après avis des instances représentatives du personnel, et font l'objet des actes administratifs nécessaires.

## CHAPITRE 5 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### Article 15 RESTES À RÉALISER ET À RECOUVRER

À la suite de l'arrêt des compétences du PETR au 31 décembre 2026, les restes à réaliser en dépenses et en recettes, ainsi que les restes à recouvrer, sont repris à compter du 1er janvier 2027 par les établissements publics de coopération intercommunale compétents, conformément aux principes et clés de répartition définis par la présente convention, sous le contrôle du comptable public.

### Article 16 CRÉANCES À PERCEVOIR

Les créances à percevoir par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron au titre des programmes et actions qu'il portait antérieurement à sa dissolution, et dont l'encaissement est appelé à intervenir postérieurement au 31 décembre 2026, font l'objet de dispositions spécifiques.

Lesdites créances, incluant notamment celles issues de financements européens ou assimilés, sont constatées dans le compte administratif de liquidation du PETR au titre de l'exercice 2026, sans préjudice de leur encaissement effectif postérieur à la dissolution.

À compter du 1er janvier 2027, la Communauté de communes du Bassin de Marennes est désignée comme collectivité gestionnaire de ces créances.

À ce titre, elle est chargée :

- d'accomplir l'ensemble des démarches nécessaires auprès des autorités concernées afin d'obtenir le versement des sommes dues ;
- d'assurer la gestion administrative et financière des dossiers correspondants ;
- et de procéder à la clôture desdits dossiers.

Les sommes encaissées au titre de ces créances sont affectées en priorité au remboursement des dettes correspondantes, notamment celles résultant des avances remboursables accordées par la Région dans l'attente du versement des financements européens.

Après apurement de ces dettes, le solde net des sommes encaissées est réparti et reversé par la Communauté de communes du Bassin de Marennes entre les établissements publics de coopération intercommunale membres, conformément aux clés de répartition définies par la présente convention, soit :

- deux tiers (2/3) au bénéfice de la Communauté de communes de l'Île d'Oléron ;
- un tiers (1/3) conservé par la Communauté de communes du Bassin de Marennes.

Les modalités financières correspondantes, ainsi que les montants définitifs répartis et reversés, sont précisées dans l'annexe financière adoptée par avenant à la présente convention.

### Article 17 SORT DES CONTRATS

Les contrats en cours conclus par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron à la date de sa dissolution sont exécutés dans les mêmes conditions jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, chaque établissement public de coopération intercommunale membre se substitue de plein droit au PETR, pour les contrats rattachés aux compétences qu'il reprend ou dont il assure le portage transitoire, pour ce qui le concerne.

Les contrats ne se rattachant pas à une compétence maintenue sont dénoncés ou arrivent à échéance dans les conditions prévues contractuellement.

## Article 18 **ASSURANCES**

Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural Marennes Oléron a souscrit les contrats d'assurance nécessaires à la couverture de ses activités, de ses biens et de sa responsabilité, pour la période antérieure à sa dissolution.

À compter de la date d'effet de la dissolution, les contrats d'assurance souscrits par le PETR sont résiliés ou arrivent à échéance dans les conditions prévues contractuellement.

Les établissements publics de coopération intercommunale membres prennent toutes dispositions utiles afin d'assurer, chacun pour ce qui le concerne, la couverture assurantielle des biens, activités et responsabilités qu'ils reprennent à la suite de la dissolution du PETR.

Les sinistres survenus antérieurement à la date de dissolution demeurent régis par les contrats d'assurance souscrits par le PETR, dans les conditions prévues par ceux-ci.



## CHAPITRE 6 POINTS DIVERS

### Article 19 RÉPARTITION DU PATRIMOINE PHYSIQUE

Le patrimoine physique du PETR comprend notamment les biens immobiliers, le mobilier, les équipements et matériels acquis dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Les biens immobiliers inscrits à l'actif du PETR, et notamment ceux figurant à la ligne « constructions » du bilan, sont transférés en totalité et en pleine propriété à la Communauté de communes de l'Île d'Oléron, à la date d'effet de la dissolution, pour leur valeur nette comptable, telle qu'arrêtée au compte administratif de l'exercice 2026.

La Communauté de communes de l'Île d'Oléron est substituée de plein droit au PETR pour l'ensemble des droits et obligations attachés à ces biens à compter de la date de dissolution.

Le patrimoine mobilier, les équipements et matériels, y compris le mobilier et le matériel administratif relevant des fonctions support, sont transférés à la Communauté de communes du Bassin de Marennes conformément aux principes d'affectation par compétence définis à l'Article 4 et aux clés figurant dans le tableau mentionné à l'Article 11.

Les transferts de propriété ou, le cas échéant, les mises à disposition donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux contradictoires, précisant la consistance des biens concernés et leur date d'effet.

### Article 20 CONTENTIEUX

À la date de signature de la présente convention, le PETR Marennes Oléron ne fait l'objet d'aucun contentieux en cours.

Dans l'hypothèse où un contentieux apparaîtrait postérieurement à la dissolution et se rattacherait à une compétence identifiée, sa gestion serait assurée par l'EPCI reprenant ladite compétence.

### Article 21 LES ARCHIVES DU SYNDICAT

Les archives administratives, financières et techniques du PETR sont conservées par la Communauté de communes du Bassin de Marennes, dans le respect des règles applicables en matière d'archives publiques.

La Communauté de communes de l'Île d'Oléron pourra y accéder sur simple demande.

### Article 22 MISE EN ŒUVRE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les présidents des EPCI membres et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Les opérations comptables liées à la liquidation sont réalisées conformément aux règles de la comptabilité publique.

## Article 23 EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention est soumise à l'approbation des organes délibérants des deux EPCI membres du PETR Marennes Oléron.

Elle prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

## Article 24 MISE À JOUR DE LA CONVENTION

La convention sera ajustée par le PETR Marennes Oléron et/ou les services du Trésor public pour intégrer les valeurs comptables de l'exercice 2026 et selon les mêmes modalités. Cependant, les valeurs des clés de répartition resteront les mêmes que celles de la présente convention.

## Article 25 RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, tout voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de La Rochelle.

Fait à Marennes, le XX/XX/2026

Etablissement

Président

## ANNEXE 1 DELIBERATIONS

## ANNEXE 2 INVENTAIRE

# **ANNEXE 3 REPARTITION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2026 ENTRE LES ENTITES LIQUIDATRICES**